

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
43 Rue du Docteur Duroselle  
16000 ANGOULEME

Angoulême, le 20/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**GREGOIRE**

89 avenue de Barbezieux  
16100 Châteaubernard

Références : [2026\\_454\\_UbD16-86\\_Env](#)  
Code AIOT : 0007201490

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2026 dans l'établissement GREGOIRE implanté Les Groies 89 avenue de Barbezieux BP 213, 16100 Châteaubernard. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La DREAL mène sur tout le territoire régional une opération « coup de poing » régionale sur le thème des conditions de stockage des produits chimiques.

Les inspections porteront notamment sur :

- la conformité des dispositifs de rétention des stockages de produits chimiques susceptibles de polluer les sols ou les eaux (dimensionnement, étanchéité, gestion des obturateurs, prévention des incompatibilités chimiques) ;
- la présence et la tenue d'un inventaire à jour des produits dangereux ;
- la disponibilité et la bonne prise en compte des consignes des fiches de données de sécurité (FDS).

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GREGOIRE
- Les Groies 89 avenue de Barbezieux BP 213, 16100 Châteaubernard
- Code AIOT : 0007201490
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GREGOIRE est spécialisée dans la fabrication de machines à vendanger et autorisée par arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> avril 1998, à exploiter des ateliers de traitement de surface et d'application de peinture.

**Contexte de l'inspection :** Inspection généraliste sur les produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3
- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Arrêté Ministériel du 19/04/2019, article 8	Demande d'action corrective	1 mois
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	1 mois
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 19/04/2019, article 54	Demande d'action corrective	1 mois
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 19/04/2019, article 8	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 19/04/2019, article 20	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les conditions de stockage des produits chimiques sont globalement satisfaisantes, toutefois l'affichage des produits doit être amélioré et un état des stocks actualisé doit être disponible même en cas de coupure du réseau électrique.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/04/2019, article 8
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations

desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose des FDS des produits utilisés sur le site. Depuis septembre 2025, l'exploitant met à jour les FDS et enregistre les données sur le site SEIRICH. Toutefois, certaines FDS sont assez anciennes (mise à jour en 2020).  Une information devra également être faite auprès des opérateurs sur la mise à jour des FDS.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant s'assure que les FDS des produits utilisés sur le site sont maintenues à jour et que les opérateurs sont informés des nouvelles FDS.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;  Article 8 de l'arrêté du 9 avril 2019 [...] Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.
<b>Constats :</b> Il est contrôlé le stockage des produits suivants selon les FDS remises en séance : <ul style="list-style-type: none"> <li>- KP 33 utilisé comme couche d'apprêt pour la peinture</li> <li>- HN21 qui est un diluant</li> <li>- OFS utilisé pour le traitement de surface</li> </ul> Le KP 33 et le HN21 sont stockés à l'extérieur dans des armoires prévues à cet effet et fermées. Les contenants originaux disposent des étiquetages fournisseurs. <u>Cependant, les contenants intermédiaires doivent également avoir le nom du produit qu'ils contiennent ainsi que les pictogrammes des risques associés.</u>  Le produit OFS ne dispose pas de stockage spécifique. Il est directement utilisé dans les baignoires de traitement. <u>L'affichage est également à revoir, car il ne correspond pas aux produits contenus dans les baignoires et les risques associés.</u>  Les moyens de lutte contre l'incendie présents à proximité correspondent aux recommandations des FDS. Toutefois, l'exploitant doit s'assurer qu'ils sont facilement accessibles en permanence.

Aucune condition particulière de stockage n'est mentionnée sur les FDS contrôlées le jour de l'inspection
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant met à jour les affichages de la dénomination des produits, des risques associés et des précautions à prendre aux différents postes de travail et de stockage. Une attention particulière sera portée sur les conditions de stockage des acides mis en œuvre pour le traitement de surface, en cohérence avec les mesures mentionnées dans les FDS.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/04/2019, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> Le stockage et la manipulation de substances ou mélanges dangereux sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.  Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.
<b>Constats :</b> Les 2 armoires de stockage disposent d'une rétention interne. Les bacs de traitement sont sur rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/04/2019, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour

recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'installation de traitement de surface concernée et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mélanger (cyanure et acide, hypochlorite et acide, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.).
<b>Constats :</b> Les bains de traitement sont notamment composés d'acides fluorhydrique et sulfurique. Un poste de rinçage à l'eau des pièces se trouve à proximité des bains. L'exploitant indique que les bains sont systématiquement fermés lors d'utilisation de l'eau. Ces dispositions doivent être clairement affichées au poste de travail.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant met en place un affichage au niveau des installations des traitements de surface sur l'utilisation de l'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/04/2019, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> Mensuellement, l'exploitant fait un inventaire des produits sur site. Toutefois, cet inventaire est stocké informatiquement et non disponible hors réseau du site. En ce sens, en cas coupure électrique (lors d'incendie par ex.), l'accès à ce fichier n'est pas possible.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit mettre en place un registre permettant de connaître la quantité, la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux détenus, ainsi que leur localisation, en tout temps.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois